

D 1152 EL SALVADOR: TROISIÈME ÉCHEC DU DIALOGUE POLITIQUE

Par deux fois déjà une rencontre a officiellement eu lieu entre le gouvernement et le front d'opposition constitué d'une branche non armée, le Front démocratique révolutionnaire (FDR), et d'une branche armée, le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN). C'était respectivement à La Palma le 15 octobre 1984 (cf. DIAL 977) et à Ayagualo le 30 novembre 1984 (cf. DIAL D 1013). Mais les pressions de l'armée et de l'extrême-droite ont fait avorter le dialogue. Une troisième rencontre prévue à Sesori dans le département de San Miguel, le 19 septembre 1986, avait été préparée par deux réunions préliminaires, l'une à Mexico du 20 au 22 août, et l'autre à Panamá le 12 septembre. Ce devait être un nouvel échec. Alors que l'échec était de notoriété publique avant même la date prévue, le président de la République s'est néanmoins rendu à Sesori au jour dit, accompagné de nombreuses personnalités politiques. Mais Mgr Rivera, médiateur désigné (cf. DIAL D 1120), s'était refusé à l'accompagner.

Nous donnons ci-dessous l'analyse de ce troisième échec, tirée de la revue salvadorienne "Carta a las Iglesias" du 1-15 septembre 1986.

Note DIAL

GRAVE RATÉ DANS LE DIALOGUE

La quinzaine dernière nous avons traité de la guerre totale comme alternative au dialogue. Notre attention avait en effet été attirée par le fait que, tandis que le président Duarte et son gouvernement civil s'efforçait de relancer le dialogue pour la troisième fois, le pouvoir militaire relançait la guerre par son programme "Unis pour reconstruire". Cela donnait l'impression de deux projets parallèles, pour ne pas dire alternatifs. Si l'on met sa confiance dans ce plan contre-insurrectionnel d'une guerre de faible intensité qu'est le programme "Unis pour reconstruire", il n'y a pas de raison de rechercher une solution de dialogue total; si l'on met sa confiance dans le dialogue total, il n'y a pas de raison de rechercher une solution de guerre. Les événements de ces quinze derniers jours semblent montrer que le dialogue proposé par le gouvernement non seulement n'est pas une alternative à la guerre, ni même un plan parallèle sans point commun au plan de la guerre, mais qu'il s'agit au fond d'une seule et même chose pour le gouvernement, pour l'armée et pour les Etats-Unis: le dialogue fait partie de la stratégie de guerre dans laquelle il n'a qu'un rôle subordonné.

Le président Duarte l'avait annoncé et sa délégation l'a répété au cours des contacts préalables avec le FMLN-FDR à Mexico comme à Panamá. Ce que le gouvernement attend du dialogue est la même chose qu'en attendent l'armée et les Etats-Unis, c'est-à-dire que le FMLN dépose les armes et vienne désarmé, pratiquement sans défense, à la lutte politique. Cela signifie que le dialogue a le même objectif que la guerre. La seule différence est peut-être qu'après une défaite militaire, les vaincus n'auraient pas de place reconnue dans le domaine politique; alors qu'après une déposition des armes dans le cadre du dialogue, tant le gouvernement et l'armée que les Etats-Unis accorderaient une certaine protection aux forces révolutionnaires et démocratiques qui auraient abandonné la lutte armée ou l'alliance avec les insurgés. Si tel est le cas, on peut voir une conjonction entre le programme "Unis pour reconstruire" et le dialogue proposé par le gouvernement avec cette différence que le programme est conduit par l'armée tandis que le dialogue, programme mineur, l'est par le gouvernement.

Pour le FMLN-FDR également, le dialogue a quelque chose à voir avec la guerre ou, en d'autres termes, fait partie de la stratégie de prise du pouvoir. Que le FMLN-FDR prétende au pouvoir, il n'y a là rien de mal; que jusqu'à maintenant il ait dû avoir recours à la guerre comme moyen principal d'y parvenir et de répondre ainsi aux exigences objectives d'un projet populaire, c'est pleinement justifiable; qu'il accorde en ce moment davantage d'importance aux solutions politiques de plus grande attention au travail auprès des secteurs populaires et de plus grand engagement dans le dialogue, cela ne peut être que source de satisfaction. Ce qui est plus discutable c'est de savoir jusqu'à quel point le FMLN-FDR est disposé à renoncer provisoirement à une partie de ses idéaux et à passer par-dessus des choses importantes, mais finalement non déterminantes, pour donner un élan vigoureux au dialogue.

C'est cette volonté de dialogue limitée, relative et conditionnelle qui, pour l'heure, a entraîné l'échec de la table ronde prévue à Sesori. Il semble que le FMLN-FDR a fait une erreur de calcul en proposant Sesori comme lieu de la prochaine réunion. Quand Sesori a été accepté par le gouvernement, le FMLN-FDR a pu se rendre compte des désavantages du lieu. Le FMLN-FDR avait proposé San Salvador comme lieu idéal. Il y avait eu le précédent d'Ayagualo, dans les environs de la capitale. Cela lui donnait davantage de sécurité; il n'était pas contraint d'exiger la démilitarisation et davantage de gens pouvaient exprimer publiquement leurs préférences en matière de dialogue et de parties en conflit. Le gouvernement craignait San Salvador, tout comme les milieux militaires et l'ambassade des Etats-Unis, convaincus qu'ils sont de la très grande capacité de mobilisation du FMLN-FDR à San Salvador, même si la propagande officielle le nie en telle ou telle occasion. C'est le problème majeur que soulève San Salvador pour le gouvernement: celui de prendre tout à fait au sérieux le dialogue, et celui d'une grande manifestation populaire en soutien total ou partiel des propositions faites publiquement par le FMLN-FDR pour le dialogue. Aussi le gouvernement a-t-il fait bloc contre la réunion à San Salvador et a-t-il habilement accepté la proposition de Sesori.

Sesori offrait au FMLN-FDR de grands désavantages: sécurité moindre pour les commandants, opportunité réduite de manifestations populaires. Mais surtout un problème réel et un problème d'image de marque: la militarisation du secteur par l'armée. Cette militarisation, qui ne serait qu'une opération de plus, pouvait se transformer en occupation permanente du secteur nord de San Miguel, lequel relève des réduits principaux du FMLN. Par ailleurs se réunir à Sesori, au centre d'un secteur visiblement militarisé par l'armée, pouvait faire la démonstration que le FMLN ne contrôle vraiment pas le terrain, pas même les secteurs où il est le plus fort. Ainsi a éclaté la possibilité de dialogue pour le 19 du mois à Sesori: les deux parties ont mis leur point d'honneur à la démilitarisation de la zone et en ont fait une question de principe. Aucune des deux parties n'a voulu céder sur ce point. Le gouvernement avait publiquement fait une telle propagande pour dire qu'il ne céderait pas sur ce point, ni sur celui de la trêve proposée par le FMLN-FDR, qu'il lui était impossible de céder. C'était probablement la limite stricte, imposée par l'armée et l'ambassade des Etats-Unis, que la partie politique du gouvernement ne pouvait franchir. Sinon il n'y aurait pas eu rupture dans la phase actuelle, mais seulement report de la date du dialogue, comme le proposait le FMLN-FDR.

Par ailleurs la réunion de Panamá avait constitué une sérieuse avancée en arrêtant un large calendrier pour la prochaine réunion. Cela indiquait qu'un arrangement était possible sur le fond, au moins au début. Mais le problème de la démilitarisation et l'intransigeance accrue du gouvernement ont mis à tout cela un point final. Le gouvernement a menacé de se rendre seul à Sesori, de façon à atténuer l'impression d'échec et à politiser le dialogue en manifestant sa volonté de parvenir à la paix par des moyens politiques. Les explications données par Duarte et ses ministres pour justifier l'échec ont relevé de la passion et de l'idéologie. D'après eux, le FMLN-FDR exigeait des choses qu'ils ne pouvaient satisfaire qu'en abandon de leurs obligations constitutionnelles. Ce n'est pas la vérité car un tel abandon est

pratique quotidienne. Pendant des mois et des années le gouvernement n'a pas pu assurer la sécurité permanente ne serait-ce qu'aux maires de nombreuses régions du pays; à plus forte raison à l'ensemble du pays. Quand le FMLN décide une grève des transports, il est à l'évidence à peine entendu dans le centre du pays et dans l'ouest; mais il est presque totalement obéi dans la région est où le gouvernement, en dépit d'une armée démultipliée, ne peut offrir la moindre sécurité. De même le FMLN ne peut pas dire non plus - de fait il ne le dit pas - qu'une grande partie du territoire national est sous son contrôle absolu; le FMLN n'a sous contrôle absolu aucune partie du territoire national, même si en certains endroits sa présence est habituellement plus imposante que celle de ses adversaires.

Les choses étant ce qu'elles sont, le fait que se soit évanouie la possibilité du dialogue est quelque peu décourageant. Le dialogue comme processus vaut beaucoup plus qu'une démilitarisation pour soixante-douze heures de six cents kilomètres carrés du pays. Cette critique s'adresse aux deux parties, mais avec davantage de raison au gouvernement qui lance normalement des opérations temporaires dans le secteur de Sesori mais qui ne s'y tient pas en permanence. La suspension momentanée du dialogue pour raison de militarisation signifie en dernière instance ce que les raisons militaires continuent de peser davantage que les raisons politiques. Cela peut être valable pour les deux parties en conflit, mais cela ne peut l'être pour la majorité du peuple salvadorien qui veut pour tout de suite une paix juste, non pas obtenue par la violence des armes mais résultant du règlement des problèmes causés par la lutte armée. Heureusement le FMLN vient de faire une nouvelle proposition au gouvernement par l'intermédiaire de Mgr Rivera. Celui-ci ne se décourage pas; il fait preuve d'optimisme prudent et est animé d'une ferme volonté de continuer à travailler dans le sens de la volonté de la grande majorité du peuple salvadorien.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)